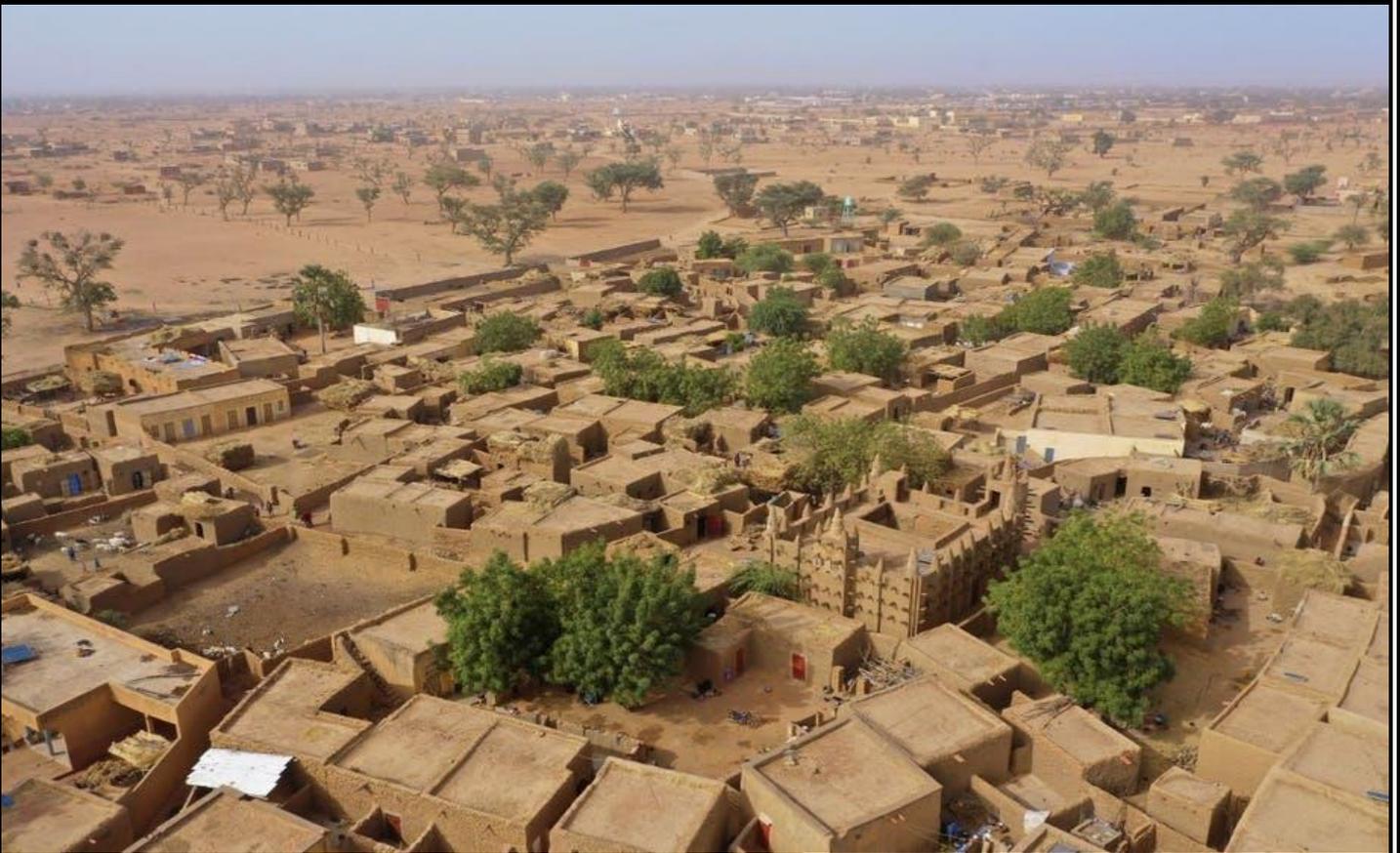




Les différentes sources du financement du terrorisme en Afrique de l'Ouest



© Michèle Cattani

Lisa BELLON
Association Werra
MARS 2021



Lisa Bellon a réalisé son master 1 Géopolitique et Relations Internationales à l'Institut Catholique de Paris, où elle a notamment rédigé un mémoire sur Guantanamo comme symbole de la guerre contre le terrorisme. Elle entame une année de césure dans l'objectif de parfaire son expérience professionnelle, et débute un stage de sept mois en octobre 2021 au sein de la Direction des Relations Extérieures de l'entreprise Marck & Balsan. Elle est rédactrice de la commission Terrorisme au sein de Werra.

Les propos exprimés par l'auteur n'engagent que sa responsabilité

© Tous droits réservés, Paris, Association Werra, Mars 2021



INTRODUCTION

Malgré des progrès en termes de démocratie en Afrique de l’Ouest, la région représente un enjeu particulier en termes de paix et de stabilité notamment, en raison de la présence des mouvements djihadistes sur ce terrain. Ces groupes terroristes parviennent à étendre et à poursuivre leurs actions en bénéficiant de flux financiers qui proviennent de sources diverses. Ces phénomènes de financements ne sont pas seulement laborieux à quantifier, ils sont également difficilement traçables. Depuis les années 2000, la communauté internationale a saisi l’importance de la lutte contre le financement du terrorisme pour priver de ressources ces réseaux. Dans sa résolution S/RES/2462(2019), le Conseil de sécurité des Nations Unies souligne l’urgence et la nécessité de la répression de toutes formes de financement du terrorisme. L’Afrique de l’Ouest a également marqué le coup : l’Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine a adopté un règlement en 2015 (n°14/2002/CM/UEMO) ainsi qu’une décision (n°06/2003/CM/UEMO) concernant le gel des fonds ou des ressources financières dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Le Groupe Intergouvernemental d’Action contre le Blanchiment d’Argent (GIABA) a été créé par la Communauté des Etats de l’Afrique de l’Ouest (CEDEAO) le 10 décembre 2000, avec pour mandat spécifique de préserver les économies de la région contre les méfaits du blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme¹.

Malgré ces mesures, nous constatons que le terrorisme a perduré en Afrique de l’Ouest, et que la situation demeure très préoccupante. La persistance des groupes et actions terroristes en Afrique de l’Ouest interroge sur le financement et la nature des ressources sur lesquels ces groupes/organisations s’appuient pour perdurer.

¹ Touré Mariame Ibrahim, « La lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme en Afrique de l’Ouest », *Sécurité globale*, 2017/4 (N° 12), p. 5-16. DOI : 10.3917/secug.174.0005. URL : <https://www-cairn-info-s.studeo.icp.fr/revue-securite-globale-2017-4-page-5.htm>



Djihadisme et narco terrorisme ?

Dans un document de référence², Wolfram Larcher évoque un lien entre des trafiquants de stupéfiants maliens et le MUJAO (Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest). S'il est peu probable que le trafic de drogue ait contribué de manière importante au développement d'AQMI, l'auteur admet qu'il a possiblement gonflé de manière drastique les caisses du MUJAO en 2012. L'Organisation Non Gouvernementale (ONG) *International Crisis Group* nous met cependant en garde : le lien entre les djihadistes et les trafiquants n'est pas assez évident pour qu'on le qualifie de complètement établi³. Ainsi, le terme « narcoterrorisme » en Afrique de l'Ouest mérite d'être employé avec une grande prudence. Des liens existent, après 2012, mais les deux mouvements ne sont pas pour autant profondément interconnectés. En 2012, les groupes djihadistes (AQMI, Ansar Eddine, MUJAO) qui occupaient les principales villes du nord du Mali n'ont jamais affiché une opposition tranchée face aux trafiquants de drogues. *International Crisis Group* explique que le lancement de l'opération Serval en 2013 a possiblement encouragé les groupes djihadistes et des trafiquants à se rapprocher⁴.

Dans son article de recherche *The links between jihadi organizations and illegal trafficking in the Sahel*⁵, Djallil Lounas explique que des liens existent entre les activités illégales au Sahel, notamment le trafic de drogue, et les groupes armés radicaux. Cependant, l'utilisation de l'argent issu d'un trafic de drogue a fait débat au sein des organisations djihadistes puisque le Coran lui-même l'interdit. S'ils ont toujours nié leur implication dans les trafics, la question de l'utilisation de l'argent issue du commerce de la drogue reste ouverte depuis les années 90 au sein de l'organisation d'Al-Qaïda⁶. Il est admis qu'AQMI n'est pas impliqué directement dans le trafic au Sahel. Nonobstant, le groupe terroriste assurait la sécurité et la protection de certains groupes de trafiquants en échange d'une taxe. Mais le djihadiste algérien Mokhtar Belmokhtar qui a occupé des fonctions importantes au sein d'AQMI dans le nord du Mali a toujours revendiqué qu'ils ne s'étaient jamais épanchés dans le trafic de drogues.

² Wolfram Larcher, « Le mythe du narco terrorisme au Sahel », Document de référence de la Commission ouest-africaine sur l'impact du trafic

³ International Crisis Group, « Narcotrafic, violence et politique au nord du Mali », 13 décembre 2018

⁴ International Crisis Group, *ibid.*

⁵ Djallil Lounas, « The links between jihadi organizations and illegal trafficking in the Sahel », *MENARA Working Papers*, novembre 2018

⁶ Djallil Lounas, *ibid.*



Antonin Tisseron explique la porosité entre groupes criminels et djihadistes en Afrique de l'Ouest par la cohabitation sur un même territoire, dans la même ethnie, tribu, famille des deux acteurs⁷. En effet, ce contexte facilite solidarités et rapprochements. La participation de certains membres djihadistes à des trafics concernerait visiblement des individus du second cercle de proches des dirigeants des groupes djihadistes⁸.

A différents niveaux, les organisations djihadistes sont impliquées dans le trafic de drogue dans le but de générer des flux financiers secondaires qui serviraient à l'achat d'armes et au soutien logistique des trafiquants pour les terroristes. Il est important de noter que, dans une région où la criminalité est aussi élevée, les frontières sont relativement floues d'une activité illégale à une autre, et certains individus peuvent sauter du combat djihadiste au commerce de stupéfiants.

Cependant, les revenus engendrés par le trafic de drogue seraient nettement inférieurs à ceux obtenus grâce aux paiements des rançons suite à des enlèvements.

Le commerce de l'enlèvement

Selon Dorothé Moisan, « *plus le pays est instable (...) plus il y a de kidnapping*⁹ ». Le but premier des enlèvements est tout d'abord politique : actions médiatisées, revendications, terreur...Le second objectif de ces kidnappings est financier : l'argent des rançons permet de payer les déplacements, l'armement, la nourriture...Les djihadistes présents en Afrique de l'Ouest (AQMI, Boko Haram, MUJAO, Ansar Dine, Ansaru...) ont des sous-traitants : lorsqu'ils savent qu'il y a des otages, les organisations font savoir qu'elles sont intéressées¹⁰. Certaines victimes sont bien plus prisées que d'autres : les Occidentaux, et spécialement les Français, représentent les rançons les plus élevées. Depuis l'arrivée des forces françaises au Mali, un otage français vaudrait entre 5 et 8 millions d'euros¹¹.

⁷ Antonin Tisseron, « *Une question d'argent ? Terrorisme et lutte contre le financement du terrorisme en Afrique de l'ouest* », Institut Thomas More, septembre 2019.

⁸ International Crisis Group, *ibid.*

⁹ Dorothée Moisan, « *Ex-otages: « Areva et Vinci ont dû payer la rançon »* », *L'express*, 31.10.2013, https://www.lexpress.fr/actualite/monde/ex-otages-areva-et-vinci-ont-du-payer-la-rancon_1295860.html

¹⁰ Benoit Zagdoun, « *Comment fonctionne le « business des otages »* », *France Info*, 24 novembre 2013, https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/cameroun/otages-francais/comment-fonctionne-le-business-des-otages_461430.html

¹¹ *Ibid.*



Entre 2008 et 2013, des enlèvements revendiqués par AQMI se soldent la plupart du temps par des libérations à l'issue des négociations¹². En 2010 et 2012, Madrid aurait versé 8 et 7,5 millions d'euros à AQMI et au MUJAO en échange de ressortissants espagnols¹³. En 2013, Boko Haram aurait relâché la famille Moulin-Fournier contre 5,1 millions d'euros¹⁴.

Des otages locaux, ou des acteurs politiques nationaux ont aussi été recensés parmi les individus enlevés, comme par exemple Amadou Ndjoum, agent technique de l'Institut National de la Prévoyance Sociale (INPS), capturé par des djihadistes contre le paiement d'une rançon¹⁵. Dans certains cas, ce sont les familles qui payent les rançons, et certaines entreprises peuvent également verser de l'argent en contrepartie de la libération de leurs employés.

Ainsi, le « business de l'enlèvement » constitue une activité très lucrative en Afrique de l'Ouest, et les libérations contre rançons font partie des financements les plus importants des groupes djihadistes.

Les ONG impliquées dans le financement du terrorisme

Le cas de financement par des ONG est également répandu en Afrique de l'Ouest. Le manque de transparence de certaines ONG quant à leur financement fait l'objet d'attentions particulières. La conférence *No money for terror* avait déjà tiré la sonnette d'alarme sur des détournements de ressources à des fins de terrorisme¹⁶. Selon un rapport d'information sur la lutte contre le financement du terrorisme international de l'Assemblée nationale, il existerait trois types d'ONG exposées au financement du terrorisme : les associations qui interviennent en zone de combats, les fonds de dotation qui peuvent être utilisés notamment pour financer des lieux de cultes, et les associations culturelles à objet mixte puisqu'elle bénéficient d'un mode de gestion de leurs fonds plus opaque que les ONG¹⁷.

¹² Antonin Tisseron, *ibid.*

¹³ Benoit Zagdoun, *ibid.*

¹⁴ France info, « La famille Moulin-Fournier lève le voile sur les conditions de sa détention », *France info*, 21 mars 2013. https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/cameroun/otages-francais/la-famille-moulin-fournier-leve-le-voile-sur-les-conditions-de-sa-detention_308225.html

¹⁵ Olivier Dubois, « Oumar Cissé : « L'enlèvement d'Amadou Ndjoum avait pour seule motivation l'argent » *Journal du Mali*, 21 septembre 2017. <https://www.journaldumali.com/2017/09/21/oumar-cisse-lenlevement-damadou-ndjoum-avait-seule-motivation-largent/>

¹⁶ Valérie Boyer et Sonia Krimi (rap.), Rapport d'information sur la lutte contre le financement du terrorisme international, *Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale*, 3 avril 2019, p44-49

¹⁷ Valérie Boyer et Sonia Krimi, *ibid.*



Selon le GIABA, différents cas de figure existent quand on parle des ONG dans le cadre du financement du terrorisme : dons forcés, extorsions par intimidation (Boko Haram y aurait fréquemment recours), la collecte d'aumônes par des personnes vulnérables (enfants, personnes âgées), ainsi que l'utilisation des ONG pour le financement des mouvements rebelles du nord du Mali grâce à des transferts de fonds internationaux¹⁸.

Contributions financières et contrebande

• Commerce et contrebande :

Une partie du financement provient de la marchandise de produits licites (cigarettes, carburant, bétail), revendus afin de financer les combats des groupes armés djihadistes. L'insécurité caractéristique en Afrique de l'Ouest, notamment dans le Sahel, permettrait la contrebande d'armes, de munitions, et de bien d'autres ressources.

• Dons étatiques :

Selon le GIABA, des contributions financières étatiques ont été utilisées pour financer Boko Haram¹⁹. Ce lien supposerait une corrélation établie entre la politique et le terrorisme, qui est cependant à prendre avec précaution. Dans ce rapport, le GIABA explique que la capacité de Boko Haram à perpétrer des attaques élaborées pourrait s'expliquer par un soutien de la part de personnes « politiquement exposées ».

Des méthodes diverses

Les armes dont sont dotés les groupes sont, dans la majorité des cas, volées au cours des combats. Les besoins financiers d'un groupe djihadiste ne sont pas forcément destinés à la seule conduite de ses attaques, dont certaines au Sahel sont considérées comme des opérations dont les coûts sont relativement bas. Antonin Tisseron identifie deux types de fonds : ceux à finalités opérationnelles, qui comprennent l'entretien des combattants, la planification et

¹⁸ GIABA, Financement du terrorisme en Afrique de l'Ouest, octobre 2013

¹⁹ *Ibid.*



l'exécution des attaques, et ceux à finalités organisationnelles, c'est-à-dire pour communiquer, former de nouveaux combattants²⁰. Ce ne sont pas tant l'organisation des opérations qui s'avère coûteux mais bien l'entretien même d'un groupe terroriste organisé qui nécessite des fonds importants.

CONCLUSION

Plus qu'une question d'argent, les groupes djihadistes s'appuient sur une instabilité politique, sécuritaire et sociale inhérente à la région pour perdurer. Les liens qui existent entre groupes djihadistes et groupes criminels se renforcent et ne cesseront d'exister tant que les Etats de l'Afrique de l'Ouest seront fragiles institutionnellement. Le renforcement des outils de lutte contre le financement du terrorisme reste un enjeu important en Afrique de l'Ouest. Même si de nombreuses initiatives liées à cette lutte sont prises par les organisations nationales et internationales, il reste toutefois une persistance des problématiques liées à l'insécurité en Afrique de l'Ouest.

²⁰ Antonin Tisseron, *ibid.*